

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 30 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET

« Les Broses »
89113 CHARBUY

Références : 230046
Code AIOT : 0005400710

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET, implanté au lieu-dit « Les Broses » - 89113 CHARBUY. L'inspection a été annoncée le 15/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET
- « Les Broses » - 89113 CHARBUY
- Code AIOT : 0005400710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une sablière dont l'extraction s'effectue par campagne de 1 semaine tous les 2 ou 3 mois.

Le chargement-enlèvement du sable est réalisé tous les jours (2 à 3 camions par jour).

Les matériaux sont envoyés vers le site de Beaumont.

Les marchés sont les produits bétons via les sociétés Préfac à Cheny/Joigny et EQUIOM à Cheny.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative et phasage
- gestion de l'établissement et exploitation
- Auto-surveillance des niveaux sonores et rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phasage et capacité de Production	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Phasage et capacité de Production	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.4.2	/	Sans objet
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.5	/	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.6.5	/	Sans objet
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.1.2	/	Sans objet
6	Information du public	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.1.3	/	Sans objet
7	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.1.4	/	Sans objet
8	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.2.3.1	/	Sans objet
9	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.2.3.2	/	Sans objet
10	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.3.2	/	Sans objet
11	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.4	/	Sans objet
12	VLE des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 3.4.1	/	Sans objet
13	Niveaux acoustiques et auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 7.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage et capacité de Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 6 phases principales successives, (cf annexe) conformément au tableau (cf AP art 1.2.3). L'extraction de la phase n+2 ne peut être engagée que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés. Constats : La phase 4 a débuté début 2023 et devrait s'étendre jusqu'en 2028 selon l'exploitant. Le réaménagement de la phase 2 est réalisé : plantation acacias, pins, chênes rouge. Un regarnissage est prévu en décembre 2023 compte tenu de la mortalité de certains plants due à la sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Phasage et capacité de Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le tonnage total de matériaux à extraire est de 750 000 tonnes environ. La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 35 000 tonnes.
Constats : Production annuelle déclarée par l'exploitant : - 2020 : 22 000 T - 2021 : 24 000 T - 2022 : 23 000 T La déclaration GEREP fait état de 400 000 T restant à extraire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.5
Thème(s) : Autre, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Le plan d'évolution de la carrière au 1/2500 a été présenté. Le délaissement réglementaire de 10 m par rapport à l'excavation est indiqué dessus. La visite du site a confirmé ce délaissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 1.6.5
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet en lui adressant un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998. Compte tenu de l'évolution de l'indice TP01, le montant des garanties financières est actualisé au moins tous les cinq ans. L'actualisation du montant des garanties financières interviendra au début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 1.6.2. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004. L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant.
Constats : Un acte de cautionnement signé du 2 janvier 2023 a été fourni pour un montant de 65 287 € et expire le 31/12/2028. Il correspond aux garanties financières de la phase 4 réactualisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Gestion de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 et R. 512-77 du code de l'environnement.
Constats : Sur le plan d'évolution de la carrière est présent les bornes indiquant le périmètre d'autorisation. Lors de la visite, une borne coté sud a été vue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.1.3
Thème(s) : Autre, Gestion de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
Constats : Un panneau avec les informations réglementaires est présent à l'entrée de la carrière ainsi que 2 panneaux « chantier interdiction au public » et 1 indiquant « propriété privée ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Constats : L'accès à la carrière était fermé par un portail avec cadenas à l'arrivée de l'inspecteur (non-conformité relevée lors de la dernière inspection).</p> <p>Des merlons entourent la zone d'exploitation. Une clôture est présente sur la zone nouvellement plantée.</p> <p>Sur la zone réaménagée exempt de risque, il n'y a pas de clôture afin de permettre la continuité écologique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.2.3.1
Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.</p> <p>Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales des stériles. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2,5 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.</p> <p>Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.</p> <p>Les matériaux enlevés lors du décapage sont utilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable.</p> <p>Constats : Pas de stock de terre > 2.5 m.</p> <p>Les stériles sont utilisés au fur et à mesure du réaménagement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.2.3.2
Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'extraction de sablon est réalisée sur une épaisseur maximale de 12 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 182 m NGF.
Constats : Le plan d'évolution de la carrière indique une cote mini de 186 m NGF. Après décapage (environ 4 m), la cote est entre 188.1 et 198.3 NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 2.3.2.1 Les matériaux abattus sont stockés au pied des fronts. 2.3.2.2 La hauteur des stocks autres est limité à 5 m sur le carreau. 2.3.2.3 Le stock de matériaux sur le gradin supérieur est interdit. 2.3.2.4 Un merlon périphérique doit être mis en place afin de limiter l'impact par rapport à la RD 31, aux chemins et aux champs situés au nord-ouest et à l'ouest du site.
Constats : Ce point n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 2.4
Thème(s) : Autre, Plan d'évolution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés : - Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m, - Les positions des fronts, - Les cotes d'altitude des points significatifs, - Les zones remises en état, - Les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...), - Les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, - Les bornes.</p> <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées ainsi qu'à l'occasion de chaque renouvellement ou d'actualisation des garanties financières.</p>
Constats : Un plan d'évolution de la carrière du 31/12/2022 réalisé par un géomètre à l'aide d'un drone a été présenté. Il comporte les différentes informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : VLE des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 3.4.1
Thème(s) : Autre, Rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : (Paramètre / Concentration maximale moyenne sur une période de 2 heures (mg/l)) MES – 35 mg/l DCO – 125 mg/l HCT – 5 mg/l</p> <p>L'analyse est faite selon les normes en vigueur. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.</p>
<p>Constats : Des analyses du 28/04/22 ont été présentées. Les VLE sont conformes.</p> <p>Le BSD associé à la vidange du débourbeur/déshuileur (en date du 06/12/22) a également été présenté. Il n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Niveaux acoustiques et auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2008, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats : Des mesures de bruit ont été réalisées le 06/01/2023 par le bureau d'études Science Environnement. En ZER (Lieu-dit « les Courlis »), l'émergence calculée est de 1,0 dB(A) pour 6 dB admissible. En limite sud du site le niveau sonore avec exploitation en marche est de 51.0 dB (A) pour 67.7 dB (A) admissible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet